

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°62 - MERCREDI 17 MARS 2010

LE MERLE MOQUEUR

Consigne
pour le second tour :
Ne mélenchons pas tout,
s'il vous plaît!

AGENDA MILITANT

- 19/03 Trégunc : Conférence gesticulée de la scop Le Pavé
- 21/03 Paris : Hommage à Jean Ferrat
- 22-26/3 Rio de Janeiro : Forum Social Urbain
 - 22/3-3/4 : Printemps Palestine dans les facs
- 23 mars : Mobilisation de toutes et tous !
 - 25-26/3 : Sommet alternatif - Grève européenne - Formation
- 30/03 : Journée de la Terre en Palestine
 - Manifestation

Après le premier tour des régionales, analyse des résultats de la gauche et retour sur une gauche de gauche qui se retrouve face à des choix vitaux.
par Roger Martelli

1 L'importance de l'abstention est la donnée la plus marquante du scrutin. Globalement elle passe entre 2004 et 2010 de 37,7 % à 53,6 %. Elle est de plus de 10 points supérieure au record de 1998 (41,9 %). Cette abstention est renforcée par des effets conjoncturels (la démobilité de la droite) ; elle a avant tout une dimension structurelle. Elle est sociale (les zones populaires sont davantage touchées que les autres) ; elle est politique : l'abstention est devenue permanente, « à l'américaine », si ce n'est pour la seule élection qui semble bâtie autour de grands enjeux de société (la présidentielle). Elle dit le décalage, devenu gouffre, entre la politique institutionnelle et la vie quotidienne ; elle est stimulée par une évolution institutionnelle plus désireuse de « bonne gouvernance » que de démocratie. Au total, l'abstention met le doigt sur une démocratie qui produit un vide vertigineux de sens pour des pans entiers de la population. En cela, l'abstention et la persistance inquiétante du vote d'extrême droite sont deux signes d'une possible et redoutable jonction d'une crise politique classique et d'une crise plus profonde de la démocratie. Elle rend, à sa manière, plus urgente la capacité des forces d'alternative à raccorder, plus vivement qu'elles ne le font jusqu'ici, le projet d'alternative sociale et les perspectives d'une refondation ambitieuse de la démocratie, jusque dans ses dimensions institutionnelles.

2 Dans ce contexte, le résultat de la gauche est le plus élevé de toute la jeune histoire du scrutin régional. Le total des forces de gauche regroupait 45,3 % en 1986, 44,4 % en 1992, 44,1 % en 1998 et 44,9 % en 2004. Cette fois, elles rassemblent 53,6 % des suffrages exprimés. Pour la première fois depuis 1981, la gauche est majoritaire dans une consultation de portée nationale. En 2007, on pensait que le « libéral-populisme » de Nicolas Sarkozy avait durablement dynamisé la droite française en marginalisant le vote Le Pen. Moins de trois ans plus tard, le FN est dangereusement de retour et la droite est dans les choux...

3 Les bénéficiaires de cette poussée sont très inégalement partagés. Le PS et Europe-Écologie raflent l'essentiel de la mise, le Front de gauche limite les pots cassés du PC et le NPA paie au prix fort l'extravagance de sa stratégie électorale.

Les socialistes retrouvent leur niveau exceptionnel de 1986 et, à eux seuls, sont à moins de 7 points du score de la « gauche plurielle » en 1998 (33 %). Ils devancent nettement le quasi-parti unique de la droite parlementaire. À la différence de 1992, ils conservent un écart conséquent (près de 17 %) avec la force de gauche placée en seconde position, à savoir Europe-Écologie (en 1992, le PS dépassait tout juste les 18 % alors que les Verts, eux, frôlaient la barre des 15 %). ●●●

●●● Les Verts sont sans doute déçus de n'avoir pu réaliser leur rêve ancien de supplanter le principal parti de la « vieille » gauche. Ils sont en retrait de presque 4 % sur leur score des européennes de 2009. Mais cette élection européenne est leur terrain de prédilection ; dans le cas du scrutin régional, ils sont relativement défavorisés par leur implantation locale encore modeste. Pourtant, les partisans d'Europe-Écologie se sont imposés de façon spectaculaire. La carte de l'implantation écologiste est encore déséquilibrée : cinq régions (Rhône-Alpes, Île-de-France, Alsace, Pays-de-Loire, Midi-Pyrénées) sont au-dessus de la moyenne nationale. Dans l'ensemble, l'écologie politique reste un phénomène avant tout urbain, et même de grande agglomération (Lyon, Paris). Mais la localisation de ses forces est désormais étendue à l'ensemble du territoire métropolitain : à l'exception particulière de la Corse, aucune région n'accorde moins de 8 % aux listes écologistes.

4 Si les socialistes et les écologistes tirent les marrons du feu, ce n'est pas le cas de la gauche de gauche. La comptabilisation de ses résultats est certes difficile, tant est grande la diversité des configurations d'alliances (ou d'absence d'alliance) dans lesquelles se trouvaient engagées les composantes traditionnelles de l'alternative. Au final, toutefois, se dégage une tendance préoccupante : avec ses 9,5 %, la gauche de gauche fait à peine mieux qu'en 2004 (7,5 %), alors que, il y a quatre ans, le PCF était allié au PS dans quinze régions sur vingt-deux. Au total, sa part dans la gauche ne cesse de s'affaiblir relativement : en 1986, le total des voix portées sur la gauche d'alternative (PCF et extrême gauche, en l'occurrence), représentait un quart des voix de gauche ; en 1992, elles comptaient pour 21 %, en 2010 pour 18 %. Cette frange de la gauche n'est pas à l'aise dans ce type de consultations territoriales, depuis que le PCF s'est affaibli et depuis que, à partir de 1998, il a privilégié l'alliance au premier tour avec le PS. Ce qui est grave n'est pas tant le niveau inférieur à 10 %, que le fait qu'un tel niveau tend à devenir structurel depuis 2007. Il fut un temps où, par l'intermédiaire du vote communiste,

le vote à la gauche de la gauche flirtait ou dépassait les 20 % et représentait même la majorité des voix de gauche. Dans les années quatre-vingt-dix et le début des années 2000, malgré l'affaiblissement du PC, quand le vote d'extrême gauche s'installait et quand les écologistes prenaient langue avec les essais de refondation à gauche, le total des forces à la gauche du PS oscillait encore entre 12 % et 20 %.

Ce niveau, sur la longue durée, dit une réalité française : l'existence d'un courant critique, nourri par l'antique espérance sociale, pétri de culture révolutionnaire et de radicalités en tous genres ; un courant qui n'est pas, en France, politiquement contraint à la marginalité. Au fond, c'est lui qui, à partir de 1995, a recoloré l'espace politique jusqu'à marquer la fin de la longue dépression libérale amorcée avec le tournant de la « rigueur » en 1983. Il y a quelques mois encore, des sondages examinant les chances de listes régionales rassemblant la totalité des forces de la gauche de gauche laissaient entrevoir des scores frisant les 15 %. Pourquoi ce possible n'est-il pas advenu ?

5 Le NPA a pensé que la radicalité ambiante permettait de « relever la barre » et de confirmer son magistère sur la gauche radicale, sanctionné par les 10 % des candidats trotskystes en avril 2002. Au nom de la « clarté », le NPA a multiplié des conditions pour un accord telles, qu'elles rendaient de fait impossible ledit accord. Au final, dans la grande majorité des régions, le NPA a choisi une autonomie qui équivalait en fait à un refus de l'ouverture vers d'autres. À l'arrivée, il a payé son sectarisme. Nationalement, l'extrême gauche est en recul à la fois sur 2004 (- 1,2 %) et sur les européennes de 2009 (- 2,8 %). Le recul est général, à peine tempéré en Ile-de-France et dans les régions où l'alliance du PC et du PS libérait une certaine place à une gauche plus combative. Le NPA s'est trouvé triplement pénalisé : parce qu'il tournait le dos à l'exigence d'unité ; parce qu'il sous-estimait la nécessité du raccord de la combativité critique avec une construction alternative crédible et donc partagée ; parce qu'il a sous-estimé la dimension particulière des enjeux régionaux, se contentant de plaquer, sur le débat national, des

mots d'ordre et des slogans strictement nationaux (« Tout changer, rien lâcher »).

6 Face à cette étroitesse du NPA, le Front de gauche proposée par le PG et acceptée par le PC est apparu comme plus proche de l'exigence de rassemblement. Qu'il ait pris le pas sur le NPA est en cela plutôt un bon signe. Mais son score honorable ne compense pas la faiblesse structurelle de l'ensemble de la gauche de gauche. Au total, ce score apparaît en demi-teintes et, somme toute, décevant.

Pour apprécier les résultats du Front de gauche, deux repères doivent être pris : les précédentes régionales de 2004 et les européennes de 2009. En 2004, le PCF avait choisi l'autonomie par rapport au PS dans sept régions métropolitaines. Dans ces sept régions, le PCF regroupait alors 7,7 % des suffrages exprimés ; en 2010, le Front de gauche y obtient 7,4 %. Il recule nettement sur le PC de 2004 en Picardie, où il enregistre les effets de la discorde avec Maxime Gremetz ; il fléchit de 0,7 % en Ile-de-France (où le PC a imposé contre tout bon sens le choix de Pierre Laurent) et de 0,1 % en Franche-Comté. Ailleurs, le Front de gauche progresse sur le score communiste antérieur de 0,1 % (Nord-Pas-de-Calais) à 5 % (Auvergne).

Par rapport aux européennes (où le poids de l'enracinement local est moins fort), la progression est plus variable. Nationalement, le Front se maintient à un niveau voisin de celui de juin 2009 (0,2 % en moins). La comparaison terme à terme n'est pas aisée : en 2010, le Front de gauche n'est pas formellement comptabilisé dans quatre régions où le PC est en alliance dès le premier tour avec le PS (Champagne-Ardenne, Basse-Normandie, Bourgogne, Lorraine) ; mais, en sens inverse, le Front de gauche bénéficie dans plusieurs régions (dont le Languedoc-Roussillon, les Pays de Loire et Poitou-Charentes) de forces qui se portaient sur d'autres choix en 2009. Le détail régional montre que la stabilité générale dissimule une grande diversité d'évolution entre l'été 2009 et avril 2010 : les écarts vont de + 5,7 % en Auvergne à - 1,5 % en Aquitaine.

La distribution géographique du ●●●

NOM	RÉGIONALES 2004				EUROPÉENNES 2009				RÉGIONALES 2010								
	EXG	PCF	VEC	TOT GAU	EXG	FDG	PS	VEC	% Abst	% EXG	% FDG	% PS	% DVG	% VEC	% MOD	% UMP	% EXD
ILE-DE-FRANCE	4,0	7,2	2,5	43,1	4,3	6,3	13,6	20,9	56,1	3,8	6,5	25,3	0,0	16,6	4,0	27,8	9,3
CHAMPAGNE-ARDENNE	5,0		7,5	40,5	7,0	4,4	15,9	11,8	57,0	1,6	0,0	31,0	4,9	8,5	4,3	31,8	15,9
PICARDIE	6,6	10,9		44,8	8,3	6,0	16,4	10,8	54,4	4,3	5,3	26,6	6,2	10,0	3,7	25,9	17,8
HAUTE-NORMANDIE	5,6		4,2	44,2	8,2	6,8	17,3	13,2	53,6	3,6	8,4	34,9	0,0	9,1	2,9	25,0	13,3
CENTRE	5,6			43,8	7,1	7,1	15,5	14,8	53,6	3,7	7,5	28,2	0,0	11,7	5,1	29,0	14,8
BASSE-NORMANDIE	4,8		8,4	42,8	6,1	4,0	15,8	14,1	52,9	6,4	0,0	32,6	0,0	12,0	8,9	27,7	12,4
BOURGOGNE	3,9		5,2	42,5	7,1	5,2	19,2	13,7	53,8	5,9	0,0	36,3	1,3	9,8	3,8	28,8	12,0
NORD-PAS-DE-CALAIS	5,1	10,7	8,3	52,0	7,9	8,4	20,3	11,1	55,5	4,4	10,8	29,2	0,0	10,3	3,9	19,0	18,3
BRETAGNE	4,8		9,7	53,0	6,7	5,0	17,7	18,0	51,2	4,0	3,5	37,2	0,0	12,2	5,4	23,7	6,2
PAYS-DE-LOIRE	6,1			43,3	6,0	4,0	15,8	16,5	51,8	1,6	5,0	34,4	0,0	13,6	4,6	32,8	7,1
POITOU-CHARENTES	4,5			50,8	6,6	4,9	19,4	14,6	49,9	2,9	4,7	39,0	0,0	11,9	4,4	29,5	7,7
LORRAINE	4,7		4,3	38,6	8,3	4,2	18,4	13,9	58,5	3,5	0,0	34,4	3,0	9,2	3,2	23,8	17,9
ALSACE	6,6		7,4	26,9	5,2	1,6	14,6	16,9	56,6	2,5	1,9	19,0	0,0	15,6	4,4	34,9	18,5
FRANCHE-COMTE	4,7	4,2	5,7	40,2	8,0	4,2	17,4	14,5	48,7	4,4	4,1	29,9	0,0	9,4	3,5	32,1	15,6
LIMOUSIN	6,6		6,0	53,8	8,2	10,3	22,1	12,3	46,2	1,6	13,1	38,1	0,0	9,7	3,6	24,2	7,8
AQUITAINE	4,1	4,4		46,9	6,4	7,5	18,1	15,4	50,4	3,3	6,0	37,6	0,0	9,7	10,4	22,0	8,3
MIDI-PYRENEES	4,9			54,3	6,8	8,1	19,0	16,4	48,2	3,7	6,9	40,9	0,0	13,5	3,8	21,8	9,4
AUVERGNE	4,3	9,2	7,9	43,0	7,4	8,5	18,8	13,4	49,8	5,4	14,2	28,0	0,0	10,7	4,5	28,7	8,4
RHONE-ALPES	4,5		10,1	46,7	5,3	5,2	15,4	19,6	56,8	3,9	6,3	25,4	0,0	17,8	4,3	26,4	14,0
LANGUEDOC-ROUSSILON	4,7		4,8	41,0	6,7	9,1	15,6	15,7	50,3	0,6	8,6	7,7	34,3	9,1	0,0	19,6	13,4
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	2,8		2,9	39,3	4,9	6,6	13,5	16,3	55,1	2,7	6,1	25,8	0,0	10,9	2,5	26,6	23,0
CORSE	0,0	6,6		45,7	8,1	9,4	13,0	24,0	37,6	0,0	10,0	0,0	30,2	0,0	4,2	21,3	4,2
FRANCE METROPOLITAINE	4,7	2,8	4,3	44,9	6,2	6,2	16,4	16,3	53,6	3,5	6,0	29,4	2,2	12,5	4,3	26,2	12,6

NOM	EVOLUTION 2004-2010			EVOLUTION 2009-2010			
	EXG	PCF	VEC	EXG	FDG	VEC	PS
ILE-DE-FRANCE	-0,2	-0,7	14,1	-0,5	0,2	-4,3	11,7
CHAMPAGNE-ARDENNE	-3,4		1,0	-5,3		-3,3	15,1
PICARDIE	-2,2	-5,5	10,0	-3,9	-0,7	-0,9	10,2
HAUTE-NORMANDIE	-2,1		4,9	-4,7	1,5	-4,0	17,5
CENTRE	-1,9		11,7	-3,4	0,4	-3,1	12,7
BASSE-NORMANDIE	1,6		3,6	0,3		-2,0	16,8
BOURGOGNE	2,0		4,6	-1,2		-3,9	17,1
NORD-PAS-DE-CALAIS	-0,7	0,1	2,0	-3,4	2,4	-0,8	8,9
BRETAGNE	-0,8		2,5	-2,7	-1,5	-5,7	19,5
PAYS-DE-LOIRE	-4,5		13,6	-4,4	1,0	-2,8	18,6
POITOU-CHARENTES	-1,6		11,9	-3,7	-0,3	-2,7	19,6
LORRAINE	-1,2		4,9	-4,7		-4,8	16,0
ALSACE	-4,1		8,2	-2,7	0,3	-1,3	4,3
FRANCHE-COMTE	-0,3	-0,1	3,7	-3,6	-0,1	-5,1	12,4
LIMOUSIN	-5,0		3,7	-6,6	2,9	-2,6	16,0
AQUITAINE	-0,8	1,6	9,7	-3,1	-1,5	-5,6	19,5
MIDI-PYRENEES	-1,1		13,5	-3,0	-1,1	-3,0	21,9
AUVERGNE	1,1	5,0	2,8	-2,0	5,7	-2,7	9,3
RHONE-ALPES	-0,6		7,7	-1,4	1,1	-1,8	10,0
LANGUEDOC-ROUSSILON	-4,1		4,3	-6,1	-0,5	-6,5	-7,9
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	0,0		8,0	-2,2	-0,5	-5,4	12,3
CORSE	0,0	3,4	0,0	-8,1	0,6	-24,0	-13,0
FRANCE METROPOLITAINE	-1,2		8,2	-2,8	-0,2	-3,8	13,0

POIDS DU FRONT DE GAUCHE SUR LA GAUCHE

NOM	2004	2009	2010
ILE-DE-FRANCE	16,7	14,0	12,6
CHAMPAGNE-ARDENNE		11,3	0,0
PICARDIE	24,2	14,5	10,2
HAUTE-NORMANDIE		15,0	15,0
CENTRE		16,0	14,7
BASSE-NORMANDIE		9,9	0,0
BOURGOGNE		11,5	0,0
NORD-PAS-DE-CALAIS	20,5	17,6	19,7
BRETAGNE		10,6	6,2
PAYS-DE-LOIRE		9,5	9,1
POITOU-CHARENTES		10,8	8,0
LORRAINE		9,4	0,0
ALSACE		4,2	4,8
FRANCHE-COMTE	10,4	9,5	8,5
LIMOUSIN		19,4	21,0
AQUITAINE	9,3	15,8	10,5
MIDI-PYRENEES		16,0	10,6
AUVERGNE	21,4	17,7	24,4
RHONE-ALPES		11,5	11,8
LANGUEDOC-ROUSSILON		19,4	14,2
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR		15,9	13,4
CORSE	14,5	17,3	24,9
FRANCE METROPOLITAINE		13,7	11,2

LES TRIS

TRIS PAR IMPORTANCE							
Front de gauche		Verts		Extrême gauche		Parti socialiste	
AUVERGNE	14,2	RHONE-ALPES	17,8	BASSE-NORMANDIE	6,4	MIDI-PYRENEES	40,9
LIMOUSIN	13,1	ILE-DE-FRANCE	16,6	BOURGOGNE	5,9	POITOU-CHARENTES	39,0
NORD-PAS-DE-CALAIS	10,8	ALSACE	15,6	AUVERGNE	5,4	LIMOUSIN	38,1
CORSE	10,0	PAYS-DE-LOIRE	13,6	NORD-PAS-DE-CALAIS	4,4	AQUITAINE	37,6
LANGUEDOC-ROUSSILON	8,6	MIDI-PYRENEES	13,5	FRANCHE-COMTE	4,4	BRETAGNE	37,2
HAUTE-NORMANDIE	8,4	BRETAGNE	12,2	PICARDIE	4,3	BOURGOGNE	36,3
CENTRE	7,5	BASSE-NORMANDIE	12,0	BRETAGNE	4,0	HAUTE-NORMANDIE	34,9
MIDI-PYRENEES	6,9	POITOU-CHARENTES	11,9	RHONE-ALPES	3,9	PAYS-DE-LOIRE	34,4
ILE-DE-FRANCE	6,5	CENTRE	11,7	ILE-DE-FRANCE	3,8	LORRAINE	34,4
RHONE-ALPES	6,3	PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	10,9	MIDI-PYRENEES	3,7	BASSE-NORMANDIE	32,6
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	6,1	AUVERGNE	10,7	CENTRE	3,7	CHAMPAGNE-ARDENNE	31,0
AQUITAINE	6,0	NORD-PAS-DE-CALAIS	10,3	HAUTE-NORMANDIE	3,6	FRANCHE-COMTE	29,9
PICARDIE	5,3	PICARDIE	10,0	LORRAINE	3,5	NORD-PAS-DE-CALAIS	29,2
PAYS-DE-LOIRE	5,0	BOURGOGNE	9,8	AQUITAINE	3,3	CENTRE	28,2
POITOU-CHARENTES	4,7	AQUITAINE	9,7	POITOU-CHARENTES	2,9	AUVERGNE	28,0
FRANCHE-COMTE	4,1	LIMOUSIN	9,7	PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	2,7	PICARDIE	26,6
BRETAGNE	3,5	FRANCHE-COMTE	9,4	ALSACE	2,5	PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	25,8
ALSACE	1,9	LORRAINE	9,2	CHAMPAGNE-ARDENNE	1,6	RHONE-ALPES	25,4
CHAMPAGNE-ARDENNE		HAUTE-NORMANDIE	9,1	PAYS-DE-LOIRE	1,6	ILE-DE-FRANCE	25,3
BASSE-NORMANDIE		LANGUEDOC-ROUSSILON	9,1	LIMOUSIN	1,6	ALSACE	19,0
BOURGOGNE		CHAMPAGNE-ARDENNE	8,5	LANGUEDOC-ROUSSILON	0,6	LANGUEDOC-ROUSSILON	7,7
LORRAINE		CORSE	0,0	CORSE	0,0	CORSE	0,0
FRANCE METROPOLITAINE	6,0	FRANCE METROPOLITAINE	12,5	FRANCE METROPOLITAINE	3,5	FRANCE METROPOLITAINE	29,4
TRI PAR ÉVOLUTION 2009-2010							
Front de gauche		Verts		Extrême gauche		Parti socialiste	
AUVERGNE	5,7	NORD-PAS-DE-CALAIS	-0,8	BASSE-NORMANDIE	0,3	MIDI-PYRENEES	21,9
LIMOUSIN	2,9	PICARDIE	-0,9	ILE-DE-FRANCE	-0,5	POITOU-CHARENTES	19,6
NORD-PAS-DE-CALAIS	2,4	ALSACE	-1,3	BOURGOGNE	-1,2	AQUITAINE	19,5
HAUTE-NORMANDIE	1,5	RHONE-ALPES	-1,8	RHONE-ALPES	-1,4	BRETAGNE	19,5
RHONE-ALPES	1,1	BASSE-NORMANDIE	-2,0	AUVERGNE	-2,0	PAYS-DE-LOIRE	18,6
PAYS-DE-LOIRE	1,0	LIMOUSIN	-2,6	PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	-2,2	HAUTE-NORMANDIE	17,5
CORSE	0,6	POITOU-CHARENTES	-2,7	ALSACE	-2,7	BOURGOGNE	17,1
CENTRE	0,4	AUVERGNE	-2,7	BRETAGNE	-2,7	BASSE-NORMANDIE	16,8
ALSACE	0,3	PAYS-DE-LOIRE	-2,8	FRANCE METROPOLITAINE	-2,8	LIMOUSIN	16,0
ILE-DE-FRANCE	0,2	MIDI-PYRENEES	-3,0	MIDI-PYRENEES	-3,0	LORRAINE	16,0
FRANCHE-COMTE	-0,1	CENTRE	-3,1	AQUITAINE	-3,1	CHAMPAGNE-ARDENNE	15,1
FRANCE METROPOLITAINE	-0,2	CHAMPAGNE-ARDENNE	-3,3	CENTRE	-3,4	FRANCE METROPOLITAINE	13,0
POITOU-CHARENTES	-0,3	FRANCE METROPOLITAINE	-3,8	NORD-PAS-DE-CALAIS	-3,4	CENTRE	12,7
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	-0,5	BOURGOGNE	-3,9	FRANCHE-COMTE	-3,6	FRANCHE-COMTE	12,4
LANGUEDOC-ROUSSILON	-0,5	HAUTE-NORMANDIE	-4,0	POITOU-CHARENTES	-3,7	PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	12,3
PICARDIE	-0,7	ILE-DE-FRANCE	-4,3	PICARDIE	-3,9	ILE-DE-FRANCE	11,7
MIDI-PYRENEES	-1,1	LORRAINE	-4,8	PAYS-DE-LOIRE	-4,4	PICARDIE	10,2
BRETAGNE	-1,5	FRANCHE-COMTE	-5,1	HAUTE-NORMANDIE	-4,7	RHONE-ALPES	10,0
AQUITAINE	-1,5	PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	-5,4	LORRAINE	-4,7	AUVERGNE	9,3
BASSE-NORMANDIE		AQUITAINE	-5,6	CHAMPAGNE-ARDENNE	-5,3	NORD-PAS-DE-CALAIS	8,9
LORRAINE		BRETAGNE	-5,7	LANGUEDOC-ROUSSILON		ALSACE	4,3
CHAMPAGNE-ARDENNE		LANGUEDOC-ROUSSILON	-6,5	LIMOUSIN		LANGUEDOC-ROUSSILON	-7,9
BOURGOGNE		CORSE	-24,0	CORSE	-8,1	CORSE	-13,0

●●● Front de gauche mérite attention. Ses scores vont de 14,2 % en Auvergne à 1,9 % en Alsace. Globalement – et sans surprise –, la carte du Front de gauche ne se différencie guère de celle du PCF. Mais on notera ici les caractéristiques originales de son peloton de tête : le Front dépasse les 10 % dans quatre régions (Auvergne, Limousin, Nord-Pas-de-Calais et Corse). Dans ces quatre régions, la configuration d'alliances n'était pas la même : elle était nettement plus large dans le Limousin, où l'ensemble de la gauche d'alternative s'était rassemblée, y compris le NPA. Il n'est pas indifférent de constater tout d'abord que, sur ces quatre régions de tête, trois (Auvergne, Limousin, Corse) appartiennent à la France dite « périphérique », à l'écart de l'axe de la richesse européenne de la Méditerranée à la mer du Nord, et qu'ils se caractérisent par le poids persistant d'une certaine ruralité. La quatrième (Nord-Pas-de-Calais) a quant à elle pour trait de manifester une résistance persistante à la pseudo-modernité du capital : elle reste une terre de gauche, mais elle n'est plus, comme autrefois, un bastion électoral du socialisme ; elle demeure un point fort de l'extrême gauche et du communisme politique ; elle n'a pas une propension au vote écologiste aussi forte que les autres métropoles urbaines (Lyon, Paris, Toulouse). Ajoutons que, dans les quatre cas, le Front de gauche s'est regroupé autour de quatre hommes (Chassaigne, Audoin, Bocquet, Bucchini) qui sont autant de personnalités « notabilières » (ici, au sens positif de la tradition populaire du « notable » communiste) continuant cette tradition du communisme local qui sut mêler naguère la radicalité de l'ambition et l'implication concrète de l'action et de la gestion.

7 La situation de l'Ile-de-France mérite un examen particulier, plus approfondi que celui qui sera brièvement esquissé ici. Il s'agit en effet de la région capitale, celle qui s'est historiquement le mieux associée à l'image d'un communisme offensif, ouvrier, urbain et gestionnaire ; celle qui a fait vivre avec le plus de richesse la fusion des trois matrices, syndicale, associative et municipale, qui ont assuré l'implanta-

tion du communisme français. La direction du PCF avait la possibilité d'une double expérimentation : en élargissant franchement le Front de gauche vers les forces vives de la critique sociale contemporaine ; en acceptant de confier la tête de liste régionale à une figure emblématique du communisme municipal et de l'offensive sur le terrain de la métropole moderne. Or, pour ne pas mettre en avant Patrick Braouezec, la direction a imposé une personnalité (Pierre Laurent) emblématique avant tout de l'appareil partisan du PC.

Les résultats en sont d'autant plus significatifs. En Ile-de-France, bien sûr, le Front de gauche n'a pas particulièrement contribué à limiter la tendance à l'abstention des catégories populaires. Surtout, malgré le potentiel électif du PCF, il n'est pas parvenu à apparaître comme une force franchement attractive au sein de la gauche. Tandis que celle-ci progresse légèrement plus en Ile-de-France que dans l'ensemble national (+ 9 % contre + 8,7 %), le Front de gauche fait 0,7 % de moins que la Gauche populaire et citoyenne de 2004. La coalition progresse de 0,5 % à Paris et de 0,35 % dans le Val-de-Marne et se stabilise en Essonne ; elle recule partout ailleurs, et notamment en Seine-Saint-Denis (- 3 %) où la liste était conduite par Marie-George Buffet. Sur 116 communes d'Ile-de-France dont les résultats sont publiés par Le Monde, seules cinq placent le Front de gauche en tête de toutes les listes : Champigny (dont Christian Favier, élu local, est président du conseil général et tête de liste dans le département), le Blanc-Mesnil (dont la députée est Marie-George Buffet), Gennevilliers, Ivry-sur-Seine et Malakoff.

La part du Front de gauche dans le total de la gauche a donc fléchi plus fortement en Ile-de-France qu'ailleurs. Cette région risque d'apparaître ainsi comme un laboratoire d'un nouveau type d'alliance entre deux forces, dont l'une (le PS) incarne le réalisme face à une droite fortement droitisée et l'autre (Europe-Écologie) incarne une sensibilité plus innovante à l'égard des problématiques contemporaines de l'urbain. Mais quelle place sera alors accordée à une sensibilité plus populaire et sociale, soucieuse de raccorder la justice et la ville, cadre dominant de notre

vie planétaire ? En tout cas, la situation politique francilienne et la situation désormais fragile du communisme politique exigeaient, à la gauche du PS, une construction audacieuse par son ouverture réelle et sa symbolique innovante. En choisissant de privilégier une logique interne (promouvoir le futur numéro un du PC et régler son compte à la vieille dissidence « refondatrice »), la direction communiste a pris un risque énorme. Elle en a payé le prix ; mais la gauche de la gauche, dans la région capitale, l'a payé avec elle.

8 Autant dire que ces élections placent la gauche de la gauche devant des choix vitaux. Elle est installée dans un cycle délétère, qui la marginalise cruellement dans l'espace politique, parmi les jeunes, les salariés et les classes populaires en général. Nous avons souligné plus haut que la politique française réservait à une gauche critique une place bien plus large que celle d'un aiguillon contestataire marginal ou d'une roue de secours pour sociaux-démocrates en panne. Mais cet espace potentiel ne peut être concrètement occupé que si quatre exigences sont satisfaites en même temps : articuler la rigueur de la critique à la force d'un projet alternatif repérable ; réarticuler les champs dissociés de la contestation sociale et de la construction politique ; agréger toutes les forces et sensibilités « anti-système » dans leur diversité ; incarner une franche novation, et tout d'abord dans les formes politiques.

Il y a quelques années, notamment entre le séisme de la présidentielle de 2002 et la victoire du Non au référendum constitutionnel européen de 2005, on a pu croire que nous nous approchions de cette équation magique. Depuis la présidentielle de 2007, nous ne cessons de reculer. De nombreuses forces, syndicales ou associatives, des dizaines de milliers d'individus militants sont l'arme aux pieds, navrés. Les forces qui s'engagent répondent à l'une ou l'autre des exigences susdites ; aucune ne répond à l'ensemble. Le NPA a la fraîcheur d'une critique sans concession et la jeunesse de nombre de ses membres ; mais, par rigueur doctrinale, il écarte davantage qu'il ne rassemble ; et il se préoccupe ●●●

●●● davantage de combattre l'inacceptable que de construire des alternatives crédibles, jusque dans le champ institutionnel. Le Front de gauche a eu pour lui d'être une ébauche de rassemblement et d'avoir l'ambition de disputer, sans attendre, l'hégémonie à gauche d'une social-démocratie assoupie ; mais il a eu le tort d'être étroitement partisan (un cartel, davantage qu'une construction politique partagée) et de s'enfermer dans une image d'apparence plus nostalgique que projective. Au final, le réalisme face à la droite est resté associé au Parti socialiste et l'esprit d'innovation s'est cristallisé sur une Europe-Écologie complexe, métissant politiques et « société civile », mais aussi mêlant « réalistes » et « radicaux », autour d'une démarche globale peu pugnace à l'égard de la tyrannie de la finance et des marchés.

La période qui s'ouvre va être rude. Les pays de l'Europe latine annoncent ce qui, partout, sera la potion amère des classes populaires et de l'espace public. La dette et la crise auront bon dos pour précipiter les réformes les plus négatives, qui pénaliseront de plus en plus le monde du travail et les démunis. Le mariage du libéralisme et de l'ordre (sous toutes ses formes, de gauche ou de droite) a des beaux jours devant lui. Mais que de souffrances et d'amertumes tout au long du chemin ! Dans cette conjonction néfaste, il est inimaginable que la gauche soit pétrifiée, parce que ses composantes les plus alternatives sont aujourd'hui malades. L'enjeu est limpide : si n'émerge pas une force politique critique, alternative et novatrice, la politique est bloquée. Pas des conglomérats de circonstance ; pas seulement des fronts éphémères : une force. Une dynamique populaire, plurielle, mais suffisamment cohérente pour faire force politique visible et pour disputer le terrain politico-institutionnel aux forces de promotion de l'ordre social existant ou à celles qui s'en accommodent peu ou prou.

Il faut savoir retenir les points d'appui qui existent. Que, dans cette gabegie

de la gauche de gauche, le Front de gauche ait plutôt mieux résisté que d'autres constitue un de ces points d'appui au lendemain de ces régionales. Mais à condition que ces atouts ne soient pas utilisés pour simplement continuer en l'état. Sur bien des points essentiels, la question est de changer de braquet, parce que les valeurs les plus anciennes et les plus sûres (la justice et le bien commun) ne vivent que si elles trouvent sans cesse des formes. Sans innovation visible, les puissantes machines installées continueront de tourner. Mais pas dans le sens de la nécessaire subversion sociale... ●

(1) Je me suis appuyé sur de nombreuses analyses transmises depuis lundi, notamment celles de Gilles Alfonsi, Lucien Atencia, Gilles Boitte, Jean Brafman, Sylvie Tricot-Devert.

C'est si peu dire que nous t'aimions

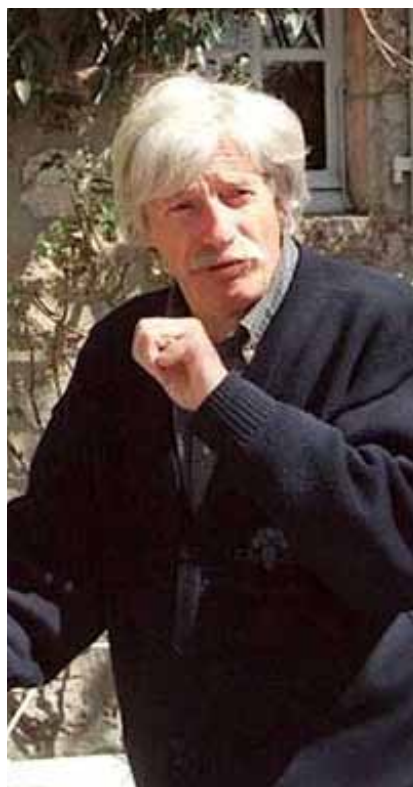
Jean, mon Jean, notre Jean, comme tu l'avais chanté, « *tu aurais pu vivre encore un peu* ». Tu nous étais si précieux. Ce n'est pas très sympa (tu as vu, je n'ai pas écrit « cool ») d'envoyer ce message à tes amis et de partir toi-même trop tôt. Tu aurais pu m'éviter d'écrire cette chronique que je redoutais tant et que je repoussais comme on éloigne la mort. Je me disais « *Allez, il vaudrait mieux que je lui taille un costume de son vivant plutôt que de lui écrire une nécro.* ». J'aurais commencé par cette phrase: « *Les idées de Jean Ferrat ont deux atouts : sa voix et sa moustache.* » C'est tout de même mieux que d'attaquer ainsi, comme ces réactionnaires et cette grande bourgeoisie que tu combattais : « *La moustache de Jean Ferrat a un défaut : ses idées* ».

Voilà donc que tu as baissé le poing, la voix, les bras. Tu nous avais dit que tu voulais mourir debout, dans un champ, au soleil. Non dans un lit aux draps froissés. Il va nous falloir reprendre ta chanson, vivre et mourir debout. Tous ensemble. En s'accompagnant de ces vins de Chablis que tu aimais. Plusieurs m'ont dit, façon de me consoler : « *Tu sais, c'était un vieux monsieur* ». Non ! Tu étais un Monsieur.

Si tu les voyais, depuis que tu as fermé les yeux, s'incliner devant toi, ceux qui se croient les plus forts et vivent des révérences qu'ils font aux puissants, qui disqualifient l'engagement militant, qui méprisent les gens qu'ils nomment « *de rien* », ceux qui sont aux antipodes de la simplicité, de l'humilité, de l'Humanité... Tiens, ils me rappellent ta chanson « *Pauvre Boris* » (1966) qui rend hommage à Boris Vian :

« *Tu vois rien n'a vraiment changé
Depuis que tu nous a quittés
On va quitter ces pauvres mecs
Pour faire une java d'enfer*

*Manger la cervelle d'un évêque
Avec le foie d'un militaire
Faire sauter à la dynamite
la Bourse avec le Panthéon
Pour voir si ça tuera les mythes,
qui nous dévorent tout du long. »*



Comme celui de millions de femmes et d'hommes, dont la vie s'écoule sous le joug du capitalisme, de ses rapports sociaux d'une rare violence, de son chômage, de sa précarité, de son sacage de la planète, mon chagrin est solitaire, unique, infini. Et pourtant il est collectif, pluriel, terrestre.

J'ai retrouvé ce dimanche, pour éloigner cette peine qui ne partira sans doute jamais, une lettre de toi, ancienne, adressée à plusieurs. Elle se termine ainsi : « *Au-delà de ces mots, recevez toute l'affection qui les accompagne en sourdine, cette affection qui vient de loin, qui n'est sans doute pas prête de s'éteindre et qui n'est sans doute qu'un souffle d'amitié* ». Je me permets de partager ces mots.

Ton communisme n'était pas de caserne et ton humanisme de chapelle. Mon sentiment est que tu étais communiste sans te résumer à cela. Tu l'étais sans être membre du PCF. Je le dis en pensant que c'est juste, sans intention de récupérer ou de blesser quiconque. Aux temps des cerises lequel il faudra bien qu'il vienne, au moment de ce XXI^e siècle qui pour moi commence aujourd'hui, aux jours où le fil avec l'organisation révolutionnaire du XX^e siècle fondée avec audace en 1920 se rompt pour plusieurs d'entre nous (ou s'est déjà rompu), je me souviens du couplet et du refrain de ta chanson *Le bilan* (1980).

« *C'est un autre avenir qu'il faut qu'on réinvente
Sans idole ou modèle pas à pas humblement
Sans vérité tracée sans lendemains qui chantent
Un bonheur inventé définitivement
Un avenir naissant d'un peu moins de souffrance
Avec nos yeux ouverts et grands sur le réel
Un avenir conduit par notre vigilance
Envers tous les pouvoirs de la terre et du ciel*

*Au nom de l'idéal qui nous faisait combattre
Et qui nous pousse encore à nous battre aujourd'hui »*

Le temps court et vient le moment redouté de te quitter. Oui, demain, nous défricherons les chemins d'une révolution démocratique. Pour une vie simplement humaine sous le soleil, en route vers un quotidien plus beau et dans la douceur de notre mortelle condition. C'est si peu dire que nous t'aimions.

● PHILIPPE STIERLIN